



Procès-Verbal du Comité syndical Autolib' et Velib' Métropole

Séance du 23 septembre 2021

Le vingt-trois septembre deux mille vingt et un, à 14h30, le Comité syndical, dûment convoqué le dix-sept septembre deux mille vingt et un, s'est réuni à l'Hôtel de Ville de Paris, 4 rue de Lobau, 75004 Paris, sous la présidence de Monsieur Sylvain Raifaud.

Nombre de délégués en exercice : 106

Nombre de délégués présents ou représentés : 45 (dont 16 pouvoirs)

Étaient présents :

Titulaires (25) :

Jean-François Ploteau (Argenteuil), Frédéric Sitbon (Rueil Malmaison), Stephanka Toussaint (Bois-Colombes), Vincent Mezure (Bougival), Cédric Nicolas (Bourg-la-Reine), Pierre Leclerc (Bry-sur-Marne), Samuel Besnard (Cachan), Yann Viguie (Champigny-sur-Marne), Mohamed Houcini (Fontenay-aux-Roses), Christophe Bernier (Gennevilliers), Geneviève Gaillabaud (La Garenne Colombes), Frédéric Raymond (Le Kremlin Bicêtre), Marie-France Parrain (Maisons-Alfort), Alexandrine Mounier (Nanterre), Florent Lacaille-Albiges (Noisy-le-Sec), Sylvain Raifaud (Paris), Jean-Marie Ballet (Puteaux), Capucine du Sartel (Saint-Cloud), Philippe Cipriano (Saint-Maur-des-Fossés), Patrice Pattée (Sceaux), Thierry Duboc (Villejuif), Robin Louvigné (Vincennes), Alain Mathioudakis (GPSO), Bernard Roche (GPSO), Alix Bougeret (Région Ile-de-France) ;

David Daoulas (GPSO) à 14h40, Tiffany Culang (Saint-Mandé) à 14h50, Bertrand-Pierre Galey (GPSO) à 15h25 ;

Suppléants avec voix délibératives (4) :

Emmanuel Serot (Alfortville), Maxime Charreire (Colombes), Marc Elfassy (Romainville), Jean-Pierre Barnaud (MGP) ;

Excusés ayant donné pouvoir (16) :

Bruno Tuder (Bagneux) à S. Besnard, Sonia Airouche (Bobigny) à C. Bernier, Marie-Hélène Magne (Charenton-le-Pont) à M.-F. Parrain, Serge Kehyayan (Clamart) à M. Houcini, Sylvie Simon-Deck (Créteil) à S. Besnard, J.-L. Millard (Drancy) à P. Pattée, Christophe Paquis (Les Lilas) à F. Lacaille-Albiges, Sophie Deschiens (Levallois) à G. Gaillabaud, Farid Hemidi (Malakoff) à C. Bernier, Olivier Stern (Montreuil) à F. Lacaille-Albiges, Paul-André Mouly (Montrouge) à M. Houcini, François Vauglin (Paris) à S. Raifaud, Frédéric Sgard (Rueil Malmaison) à F. Sitbon, Jean-Paul Mordefroid (Verrières-le-Buisson) à P. Pattée, P. Vavassori (GPGE) à S. Raifaud, Christophe Najdovski (MGP) à J.-P. Barnaud.

Excusés : Perrine Precetti (Antony), Simon Burkovic (Arcueil), Zahia Bouzidi (Aubervilliers), Matthieu Tellier (Aulnay-Sous-Bois), Tony di Martino (Bagnolet), Michèle Vasic (Bezons), Anne Pelletier-le-Barbier (Bièvres), Laurent Cotte (Bondy), Marc Feugere (Chatenay-Malabry), Andy Kangoud (Chatillon), Kristian Bolle (Choisy-le-Roi), Patrice Pinard (Clichy-la-Garenne), Hervé de Compiègne (Courbevoie), Quentin Gesell (Dugny), Sophie Merchat (Enghien-les-Bains), Marius Tchendjou (Epinay-sur-Seine), Marc Brunet (Fontenay-sous-Bois), Thierry Mari (Garches), Nadine Herrati (Gentilly), Clément Pecqueux (Ivry-sur-Seine), Laura Manach (Joinville-le-Pont), Jacques Godron (Juvisy-sur-Orge), Gabriel Galiotto (Le Blanc-Mesnil), Ingrid Adelaïde-Beaubrun (Le Bourget), Marie-Laure Majou (Le Chesnay-Rocquencourt), Marc Frot (Le Plessis Tréville), Benoit Blot (Le Plessis-Robinson), Laurent Baron (Le Pré Saint-Gervais), Eric Schindler (Neuilly-sur-Seine), Antoine Gugeon (Nogent-sur-Marne), Pierrick Amella (Pantin), Patrick Leroy (Rungis), Claude Majeux (Saclay), Christophe Piercy (Saint-Denis), Julien Bachard (Saint-Gratien), Michel Budakci (Saint-Maurice), Sabrina Decanton (Saint-Ouen), Marie-Carole Ciuntu (Sucy-en-Brie), Amirouche Laïdi (Suresnes), Nicolas Moreau (Vaucresson), Nathalie Brar-Chaveau (Velizy-Villacoublay), Emmanuel Lion (Versailles), Emmanuelle Rassaby (Villeneuve-la-Garenne), Abdallah Benbetka (Vitry-sur-Seine), Jean-Claude le Roux (Yerres), Olivier Klein (GPGE), Michel Nugues (GPGE), Henri Carratala (GPGE), Alain Schumacher (GPGE), Mickaël Rigault (GPGE), Antoine Piroli (GPGE), Florence de Pampelonne (GPSO), Pascale Flamant (GPSO), Thierry Siouffi (GPSO), Pierre Dubarry de la Salle (GPSO), Laurent Cathala (GPSEA), Isabelle Debré (Département des Hauts-de-Seine), Olivier Capitanio (Département du Val-de-Marne).

Assistaient également à la séance : Yannick Cabaret, Directeur général, Fabienne Puig, Directrice de l'Administration Générale et des RH, Fatima Ulrich, Responsable de la communication, Florent Texier, Directeur des finances, Malik Salemkour, Directeur juridique et de la commande publique, Pierre Rapeau, Référent des instances et de l'administration générale.

Ordre du jour :

Présentation de la feuille de route de M. Yannick Cabaret, nouveau Directeur Général

1. Approbation du procès-verbal (**Autolib' et Velib' socle commun**) de la séance du 27 mai 2021
2. Délibérations :
 - Élection d'un.e vice-président.e à la suite des élections régionales et de la désignation de nouveaux délégués
 - Fixation du nombre ou élection d'un.e membre du bureau à la suite d'une démission
 - Bilan d'activité 2019 - 2020 de la Commission Consultative des Services Publics Locaux (CCSPL)
 - Fixation du ratio pour les grades d'avancement
 - Modification du tableau des emplois et des effectifs
 - Rendu compte des décisions prises par le Président dans le cadre de la délégation de compétence
3. Point divers :
 - Présentation du plan vélo de la Métropole du Grand Paris
 - Informations à date du service public Velib'
 - Retour sur l'expérimentation Station + et la mise en place de la nouvelle grille tarifaire
 - Informations sur le MaaS d'Ile de France Mobilités

Le Président a ouvert la séance à 14 heures 30 et a constaté que la condition de quorum était remplie.

Mme Geneviève Gaillabaud est désignée secrétaire de séance.

Le Président remercie les membres présents et donne la parole à David Belliard, Adjoint à la mairie de Paris en charge de la transformation de l'espace public, des mobilités et des transports et Conseiller de la Métropole du Grand Paris.

David Belliard salue les membres et leur souhaite la bienvenue au nom de la maire de Paris et de l'ensemble de l'exécutif parisien dans la salle du Conseil de l'Hôtel de Ville. Il apprécie le symbole de la présence du Comité syndical dans cet hémicycle rappelant le caractère démocratique des décisions qui y sont prises et les débats qui y ont lieu. Il mentionne la visite des ateliers de Smovengo ayant eu lieu le lundi précédent avec des membres du Bureau du Syndicat et son Président afin de constater le travail effectué par le prestataire. Il fait confiance en la sagesse collective du Syndicat pour tendre vers une amélioration du service Velib' Métropole sur le territoire parisien et là où il est disponible.

Le Président le remercie de son intervention et indique être heureux de pouvoir retrouver le Comité en présentiel dans cette salle.

Présentation de la feuille de route de M. Yannick Cabaret, nouveau Directeur Général

Le Président présente le nouveau Directeur du Syndicat, M. Yannick Cabaret, arrivé le premier septembre. Il remercie Hugues Celier qui a assuré l'intérim depuis le mois de mars et décline les différentes étapes de la feuille de route.

1. Audit du marché Vélib' :
 1. Réaliser un état des lieux du service ;
 2. Identifier les axes d'amélioration (notamment maintenance et régulation) et leurs conditions de mise en œuvre ;
 3. Etablir un diagnostic de l'état des relations contractuelles avec le prestataire (contrat, avenants, commandes, pénalités, réception).
2. Amélioration de la qualité du service :
 1. Identifier et mettre en place des indicateurs de résultat partagés avec le titulaire du marché, axés sur les points d'amélioration identifiés par l'audit ;
 2. Mettre en place une cartographie des risques.
3. Relations avec les adhérents :
 1. Analyser les flux financiers entre l'ensemble des acteurs de la compétence Vélib' ;
 2. Identifier des pistes pour une plus grande maîtrise publique des infrastructures et du service rendu aux usagers.
4. Prospective :
 1. Évaluer le positionnement de Vélib' dans l'offre de transports sur le territoire métropolitain ;
 2. Identifier différents scénarios d'évolution et les impacts en terme d'infrastructure et de coût.
5. Préparer l'évolution des statuts suite à la fin du service Autolib'.

Concernant l'audit, il rappelle que l'année écoulée fut importante avec des décisions successives qui ont eu un impact sur l'amélioration du service avec une échéance de 2 ans afin de préparer son évolution. Il a demandé au Directeur, accompagné d'élus du Bureau

syndical, de mettre en place cet audit afin d'avoir un état des lieux du service et identifier les axes d'améliorations pour revoir les relations contractuelles avec le prestataire. Un travail sur les indicateurs sera nécessaire.

Un diagnostic doit être effectué autour des flux financiers entre le Syndicat et Smovengo. Il en profite pour remercier la Métropole pour sa fidélité et son soutien afin de favoriser l'implantation de Velib' sur ses territoires.

La prospective a été mentionnée lors de la modification de la grille tarifaire du service avec des interrogations à approfondir concernant le positionnement de Velib' Métropole dans l'offre de mobilité au sein de la Métropole du Grand Paris et plus globalement, en Ile-de-France.

La compétence Autolib' qui est la compétence du socle commun du Syndicat ne concerne aujourd'hui que la gestion d'un contentieux. Il sera nécessaire de traduire cette évolution dans les statuts et affiner le rôle à jouer du Syndicat dans l'accompagnement des collectivités et EPT sur ces sujets.

Avant de continuer l'ordre du jour, **le Président** indique que le Rapport d'Activité 2020 est disponible sur le site internet du Syndicat dans la rubrique Presse, ainsi que sur les espaces membres. En cas de difficultés pour accéder aux informations, l'équipe du Syndicat se tient disponible.

1. Approbation du procès-verbal (**Autolib' et Velib' socle commun**) de la séance du 27 mai 2021

Le Président soumet à l'approbation des membres le procès-verbal du Comité syndical du 27 mai 2021. Il indique que des précisions sur l'intervention de M. Samuel Besnard ont été apportées par l'intéressé et celles-ci ont été intégrées au PV.

En l'absence d'intervention, **le procès-verbal** du Comité Syndical du 27 mai 2021 **est approuvé à l'unanimité**.

2. Délibérations :

2.1 Election d'un.e vice-président.e à la suite des élections régionales et de la désignation de nouveaux délégués (délibération 2021 20)

Le Président indique que M. Yann Wehring, élu 13^e vice-président, ne peut plus siéger à la suite des élections régionales. Mme Alix Bougeret a été désignée par le Conseil Régional d'Ile-de-France pour siéger au Comité syndical. Il est proposé sa candidature en tant que Vice-Présidente car il semble important que la région soit représentée dans nos instances et participer à l'ensemble de nos travaux.

Le Président donne la parole aux membres et procède à l'appel à candidatures.

Alix Bougeret (Région Ile-de-France) indique être ravie d'être présente au Comité ce jour. Elle est nouvellement Conseillère régionale et a aussi le plaisir de siéger en tant que Conseillère de Paris, 1^{ère} adjointe au maire du 17^e arrondissement. Bien qu'elle aborde les sujets du Syndicat avec la casquette de la région, elle rappelle que les parisiens sont très attentifs de la qualité de service de Velib' Métropole. Elle fait part de sa candidature à la Vice-Présidence du Syndicat.

En l'absence d'intervention supplémentaire, **le Président** soumet la délibération au Comité syndical.

Le Comité syndical, après en avoir délibéré,

Article 1 : PROCÈDE à l'élection

Seule est candidate à ce poste : Madame Alix Bougeret

Nombre de votants : 46 dont 16 pouvoirs = 2 402,893 voix

Suffrages exprimés : 2 402,893 voix, Abstention : 0 voix, Nul : 0 voix

Majorité absolue : 1 202,4465 voix.

Madame Alix Bougeret, ayant obtenu la majorité absolue au premier tour de scrutin, est proclamée 13^e vice-présidente.

2.2 Fixation du nombre ou élection d'un.e membre du bureau à la suite d'une démission (délibération 2021 21)

Le Président indique que cette délibération porte sur le Bureau syndical à la suite de la démission de Madame Laura Manach, aussi déléguée au Comité syndical de la commune de Joinville-le-Pont, dûe à des contraintes professionnelles. Les membres du Bureau syndical ont choisi de prendre acte de la démission de Madame Manach et de réduire le nombre de membres à 18.

Le Président donne la parole aux membres.

En l'absence d'intervention, **le Président** soumet la délibération au vote.

Le Comité Syndical, après en avoir délibéré, **décide** à l'unanimité de ne pas pourvoir le poste et fixe à 18 le nombre de membres du Bureau.

2.3 Bilan d'activité 2019 - 2020 de la Commission Consultative des Services Publics Locaux (CCSPL) (délibération 2021 22)

Le Président rappelle que l'année 2020 a été particulière pour l'ensemble des collectivités et EPT au sein des différentes instances. Il y a eu pour le Syndicat une réunion des membres de la CCSPL en 2019 qui a approuvé le Bilan d'Activité 2018, examiné le rapport annuel 2018 du délégataire et qui a examiner le Bilan d'Activité 2018 des services exploités en régie dotée de l'autonomie financière. En 2020, il y a eu le confinement et le renouvellement de nos instances après les élections locales et la CCSPL ne s'est pas réunie au cours de cette année. Une réunion a cependant eu lieu début 2021 et le travail de la commission a bien repris. Les échanges ont été intéressants avec les associations, dont les nouvelles de cyclistes que nous avons souhaité associer plus étroitement qu'auparavant. Il donne la parole aux membres.

En l'absence d'intervention, **le Président** soumet la délibération à la prise d'acte.

Le Comité syndical, après en avoir délibéré, **PREND ACTE** du bilan d'activité 2019 et 2020 de la Commission Consultative des Services Publics Locaux.

2.4 Fixation du ratio pour les grades d'avancement (délibération 2021 23)

Le Président donne la parole à Mme Fabienne Puig.

Fabienne Puig (Directrice des RH et de l'Administration Générale) indique qu'une liste a été effectuée de tous les grades d'avancement et le Président a souhaité, comme il avait été voté en 2013, un ratio à 100 %.

Le Président donne la parole aux membres.

Christophe Bernier (Gennevilliers) salue le travail des agents du Syndicat, d'autant plus durant la période compliquée qui vient d'être vécue. Depuis qu'il est au Syndicat, les agents ont toujours été investis avec les élus afin d'accompagner le service.

Le Président s'associe à ces remerciements.

En l'absence d'intervention supplémentaire, **le Président** soumet la délibération au vote.

Le Comité syndical, après en avoir délibéré, à l'unanimité,

Article 1^{er} : FIXE à 100 % le taux de promotion pour les avancements de grade suivants :

| Filière administrative | |
|-------------------------------|---|
| <i>Cadres d'emplois</i> | <i>Grades</i> |
| Attaché | Attaché principal |
| Rédacteur | Rédacteur principal de 1 ^{re} cl Rédacteur principal de 2 ^e cl |
| Adjoint administratif | Adjoint administratif principal de 1 ^{re} cl Adjoint administratif principal de 2 ^e cl |
| Filière technique | |
| <i>Cadres d'emplois</i> | <i>Grades</i> |
| Ingénieur en chef | Ingénieur en chef hors classe |
| Ingénieur | Ingénieur principal |
| Adjoint technique | Adjoint technique principal de 1 ^{re} cl Adjoint technique principal de 2 ^e cl |

Article 2 : DIT que la délibération 2013 039 est abrogée.

Article 3 : DIT que les dépenses correspondantes seront imputées sur les crédits prévus à cet effet au budget, chapitre 012.

2.5 Modification du tableau des emplois et des effectifs (délibération 2021 24)

Le Président donne la parole à Mme Fabienne Puig.

Fabienne Puig (Directrice des RH et de l'Administration Générale) indique que la délibération permet de supprimer un emploi d'ingénieur en chef afin de créer un emploi d'ingénieur en chef hors classe pour permettre la promotion d'un agent compte-tenu de la spécificité des tâches qui lui sont confiés. Un poste de technicien est créé aussi afin de renforcer l'équipe dans les

missions en lien avec l'exploitation du service Velib' ainsi que dans le suivi et l'instruction des demandes de neutralisation.

Le Président donne la parole aux membres.

En l'absence d'intervention, **le Président** soumet la délibération au vote.

Le Comité syndical, après en avoir délibéré, à l'unanimité,

APPROUVE, la suppression de l'emploi d'ingénieur en chef.

APPROUVE, la création de deux emplois : un emploi de technicien afin de renforcer la direction des techniques et un emploi d'ingénieur en chef hors classe compte tenu des compétences requises, des responsabilités et de la charge de travail justifiant la promotion d'un ingénieur en chef.

AUTORISE, dans le cas de recrutement infructueux de fonctionnaire et au regard de l'urgence des besoins, que les emplois créés pourront être exercés par des contractuels et dans les conditions fixées aux articles 3-2 et 3-3 2° de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée.

FIXE, le tableau des emplois permanents du Syndicat comme suit :

| Cadre d'emplois/Grade | Catégorie | Nombre | Niveau de diplômes ou expériences | Niveau de rémunération |
|---|-----------|-----------|--|---------------------------------------|
| Administrateur Hors classe | A+ | 1 | | |
| Attaché | A | 7 | | |
| Rédacteur | B | 4 | | |
| Adjoint administratif | C | 4 | | |
| Ingénieur en chef hors classe | A | 2 | | |
| Ingénieur | A | 1 | | |
| Ingénieur principal | A | 3 | | |
| Technicien | B | 1 | Diplômes de niveau 4 ou au moins 5 ans d'expérience | Compris entre IB 372 et IB 707 |
| Adjoint technique ou Agent de Maîtrise ou Adjoint administratif | C | 3 | | |
| Total des emplois | | 26 | | |

DIT que la dépense correspondante sera imputée sur les crédits prévus à cet effet au budget, chapitre 012.

2.6 Rendu compte des décisions prises par le Président dans le cadre de la délégation de compétence (délibération 2021 25)

Le Président informe qu'il a été transmis aux membres dans leur dossier un tableau recensant l'ensemble des décisions prises en vertu de la délégation de compétence.
Il donne la parole aux membres.

En l'absence d'intervention, **le Président** soumet la délibération à la prise d'acte.

Le Comité syndical, après en avoir délibéré, PREND ACTE du rendu-compte des décisions prises par le Président jusqu'au 07 septembre 2021, en vertu de la délégation de compétence du Comité syndical au Président, telles que listées à l'annexe jointe à la présente délibération.

3. Point divers :

Le Président informe qu'une visite des ateliers Smovengo a eu lieu le 20 septembre avec plusieurs membres du Bureau. Il a été possible à Gennevilliers de voir le travail de maintenance effectué permettant l'exploitation de la flotte de vélos, de constater le processus mis en place de l'arrivée d'un vélo à son départ. Il note la présence d'entreprises d'insertion pour réparer les vélos. Il donne la parole aux membres.

Geneviève Gaillabaud (La Garenne Colombes) a constaté des problèmes de recrutement chez Smovengo et pense qu'il aurait été judicieux de transmettre l'offre aux différentes villes membres.

Frédéric Sitbon (Asnières-sur-Seine) a trouvé la visite très intéressante et a constaté que leurs retours sont pris en compte concernant les stations vides ou la disponibilité des vélos. Il semble que Smovengo démontre une solution qui, avec l'aide de l'intelligence artificielle, permet de prévoir le nombre de vélos disponibles dans une station à l'avance afin d'améliorer leur régulation. Les services supplémentaires comme Parc Plus ou la notation semblent fonctionnels. La moyenne des notes usagers serait de 2,47 sur 3, ce qui est bien même si insuffisant. Sur le parking, il y avait de nombreux vélos en très mauvais état dont Smovengo récupère le maximum de pièces et matériaux afin de permettre le recyclage. Avec tous ces vélos abandonnés, 550 VAE neufs seraient créés prochainement (en plus de la commande des 1 000 VAE). Smovengo a aussi indiqué qu'ils allaient déplacer leur siège pour se rapprocher près des ateliers de Villeneuve la Garenne, plus près des employés. L'impression générale est positive.

Alexandrine Mounier (Nanterre) appuie le besoin de mettre au service du grand public non usager à Velib' un moyen de signalement des vélos abandonnés. Peut-être via un système de stickers avec QR Code sur les vélos ? Bien qu'on puisse signaler avec l'application, celle-ci n'est utilisée que par les usagers abonnés. On pourrait améliorer le temps de traitement de ces vélos abandonnés en donnant une possibilité facile au grand public de signaler les vélos abandonnés.

Le Président indique que c'est un point important. Il a été constaté par les membres présents l'entière responsabilité du système de supervision de Smovengo dont le plus gros défi est de recueillir une information fiable et rapide sur la flotte sur le terrain. Entre le moment où le vélo est signalé et où celui-ci est ramené dans les ateliers, il se déroule environ 2 jours et demi. Cela a été

pointé par le Syndicat comme un point d'amélioration très important afin qu'il y ait le plus possible de vélos qui circulent.

Il informe de la tenue de deux visites supplémentaires des ateliers Smovengo, le 19 octobre matin à Alfortville et le 20 octobre matin à Villeneuve la Garenne, accessibles sur inscription pour les membres.

La prochaine réunion du Comité aura lieu le 23 novembre 2021 dans cette même salle à 09h30 et le dernier Comité syndical de l'année aura lieu le 13 décembre à l'Hôtel de Ville en salle Xavier Lacoste.

Il donne la parole à M. Hugues Celier pour faire un point à date du service Velib' Métropole.

Hugues Celier (Directeur Technique) présente quelques éléments à date du service Velib' Métropole. Il rappelle qu'après l'ouverture de stations à Saint-Ouen, prochainement de nouvelles ouvriront à Chatillon. Ces deux communes constituaient auparavant une rupture du maillage et l'arrivée du service permet de remédier à cela.

En termes de courses, 2021 reste une année atypique bien que les chiffres reviennent dans la normale. En juin, la moyenne est d'environ 140 000 courses par jour ; 110 000 en juillet et 90 000 en août. Il faut prendre en compte pour justifier cette baisse dans les usages des vacances scolaires et des mauvaises conditions météorologiques peu favorables à la pratique du vélo. C'est une évolution naturelle du service durant cette période estivale. Durant le mois de septembre, l'exploitation est plus soutenue avec la semaine dernière une moyenne de 148 000 courses par jour.

On constate depuis le mois de juillet un nombre de courses plus important en vélos mécaniques qu'en VAE, ce qui est une tendance inverse aux mois précédents. Il y a un véritable engouement pour le vélo mécanique qui est cependant plus facilement disponible que le VAE. En termes de distance, la distance moyenne est près de 3,5 km par course pour les VAE et de 3 km par course pour les vélos mécaniques.

Les abonnements depuis plusieurs mois sont stables avec 360 000 abonnés environ.

Sur les origines / destinations, on constate une diminution constante des trajets à l'intérieur de Paris au profit des trajets proche couronne / Paris et dans la proche couronne seulement. On analyse ce changement des usages par un maillage constamment renforcé en dehors de Paris.

Le Président donne la parole aux membres.

Patrice Pattée (Sceaux) constate que le succès du Velib' ne se dément pas et il souhaite rapprocher cela au succès du Veligo de la région Ile-de-France. Il est réjoui de voir que le vélo est en train de prendre sa place dans la Métropole avec ces services et en parallèle du vélo personnel. Cependant, il n'occulte pas les accidents qui peuvent survenir et l'importance de l'adoption des bonnes pratiques.

Mohamed Houcini (Fontenay-aux-Roses) souhaite revenir sur la baisse des usages du Velib' en août, il ne pense pas que cela peut être considéré comme une base alors qu'on sort d'un confinement et que Paris fut déserté. Il pense qu'il y aura une expansion des usages à mesure de l'ouvertures de voies cyclables et que le cycliste sera sécurisé.

Alexandrine Mounier (Nanterre) souhaiterait avoir des données sur les services en free-floating pour pouvoir comparer avec la fréquentation de Velib' Métropole. Elle souhaiterait constater l'évolution des usages entre chaque service.

Le Président précise que dans la partie Prospectives de la feuille de route de Monsieur Cabaret, il y a une étude à avoir sur le positionnement de l'offre Velib' Métropole par rapport aux offres privés.

Hugues Celier (Directeur Technique) indique que les données des services privés devraient être publiées sur le site data.gouv.fr. Quelques données sont déjà en possession du Syndicat et il faut faire attention puisque la flotte de Velib' Métropole n'est sans aucune mesure comparable à celles des autres services. Il faudrait trouver un ratio à appliquer afin de rendre les analyses pertinentes. Cependant il est possible de constater si les tendances qu'on perçoit dans l'usage de Velib' Métropole se retrouve ou non dans les autres services.

Alexandrine Mounier (Nanterre) indique que ces informations, mêmes en petit nombre, seraient importantes au sein des équipes municipales des communes membres auprès des habitants.

Patrice Pattée (Sceaux) précise que sur la ville de Sceaux, il y a un service de vélos en libre-service « Zoov » qui s'est déployé dans la grande banlieue. Il dispose des chiffres d'usages tous les mois et constate que c'est un service qui se développe et que lors de leur conférence de presse, ils ont annoncé « gagner de l'argent ».

Yann Viguié (Champigny-sur-Marne) revient sur la donnée de deux jours et demi en moyenne nécessaires à Smovengo pour récupérer les vélos abandonnés. En limite de réseau, certains restent abandonnés sur des temps bien plus longs. N'y a-t-il pas moyen de signaler sur un numéro vert ces abandons pour réduire le délai ? Il voit aussi beaucoup de livreurs à domiciles utiliser les Velib' et les emmener aussi dans le RER, ce qui est un double usage des deniers publics. Que peut-il être fait pour limiter cet usage ?

Il indique que la subvention de la région pour l'achat de VAE fonctionne très bien, il y a près de 1 000 acheteurs sur sa commune. Serait-il possible de mutualiser les informations afin d'assurer la promotion du vélo ?

Le Président indique que les questions de mutualisation de l'offre public seront à discuter dans la recherche de perspectives. Concernant les livreurs, c'est un indicateur qu'on observe attentivement. Avant l'évolution tarifaire d'août, on constatait qu'un pour cent des usagers était à l'origine de dix pour cent des courses. Depuis, l'abonnement V-Max ne permet plus un usage illimité des VAE mais de deux trajets maximums et nous n'avons pas souhaité mettre en place une offre « subventionné » de l'usage professionnel du Velib', d'autant plus avec la flotte actuelle. Sur la récupération des vélos abandonnés, il est nécessaire de mettre en place un dispositif plus efficace de signalement à Smovengo des abandons. A ce jour, Twitter le permet.

Alexandrine Mounier (Nanterre) indique qu'en plus de Twitter ou l'application Velib' Métropole, un QR code collé sur le vélo serait pratique pour ceux qui ne sont pas usagers mais pourraient être ennuyés par un Velib' abandonné.

Frédéric Raymond (Le Kremlin-Bicêtre) indique avoir eu à faire à des abandons de Velib'. Il a appelé le centre Velib' Métropole dont le numéro était sur le totem et il indique que c'était très rapide et sans soucis.

Marc Elfassy (Romainville) indique qu'il a essayé d'appeler les services conséquents pour récupérer les Velib' abandonnés et qu'il n'a jamais réussi à les joindre. Il souhaiterait un système plus global et simplifié afin d'alerter Smovengo.

Cédric Nicolas (Bourg-la-Reine) indique qu'il souhaiterait connaître les statistiques d'usage des Vélos Mécaniques et VAE dans les villes de proche couronne. Quand il regarde les statistiques au niveau de sa ville, il ne voit pas d'inversion entre la part d'usage de VAE qui deviendrait moins forte que celle des vélos mécaniques. Il appuie sur le fait d'un besoin plus important de VAE en petite couronne car les trajets sont plus longs et Smovengo doit pouvoir assurer cette régulation.

Le Président indique qu'un travail doit être effectué afin d'affiner les indicateurs par commune. Concernant la régulation, il rappelle qu'il faut à la fois pouvoir subvenir aux besoins des communes mais aussi constater l'efficacité des efforts effectués sur la disponibilité des vélos.

Frédéric Sitbon (Asnières-sur-Seine) indique être en relation avec le Président de Smovengo et indique qu'un numéro de téléphone existe et est affiché sur les bornes : le 01 86 99 97 40 et que surtout, l'application Velib' Métropole permet de signaler les vélos égarés ou dysfonctionnels dès la première page « Faire un Signalement ». Il lui a indiqué d'afficher sur le vélo la procédure pour faire un signalement.

Le Président donne la parole à Messieurs Jean-Pierre Barnaud et Jacques Baudrier pour présenter le plan vélo de la Métropole du Grand Paris. Il indique être sensible à la symbolique de voir ce plan vélo être présenté dans la salle du Conseil de Paris, en présence d'élus des communes de la Métropole.

Jean-Pierre Barnaud (Métropole du Grand Paris) indique que l'action de la Métropole s'inscrit dans les objectifs du plan Climat « Air Énergie » avec l'objectif de 10 % de déplacement en vélo d'ici 2024 et une multiplication par 3 de ces déplacements d'ici 2030. Il rappelle que depuis 2016, 77 projets de mobilités durables ont été subventionnés dans 52 communes différentes représentant un engagement de 37 millions d'euros. C'est un engagement élevé si on considère le budget annuel de la Métropole d'environ 150 millions d'euros. La Métropole du Grand Paris soutient aussi le Syndicat Autolib' et Velib' Métropole avec le subventionnement de 100 nouvelles stations hors-Paris d'ici 2022. L'effort de la Métropole est conséquent et il lui semble mérite d'être souligné. Enfin, il mentionne l'adoption le 15 mai 2020 du plan de relance de la Métropole qui dans son troisième axe vise l'accélération de la transition écologique et le développement des mobilités douces.

Le plan vélo métropolitain doit permettre de structurer le territoire en reliant les différents plans qui existaient auparavant. Il s'inscrit dans la mise en œuvre opérationnelle de la zone à faible émission instaurée depuis juillet 2019 avec 73 communes.

Jacques Baudrier (Métropole du Grand Paris) présente les différents plans des axes cyclables métropolitains. Il indique que ce plan ne se substitue pas à ce qui a été fait depuis six ans sur les financements apportés aux différents aménagements cyclables. Le plan véopolitain est un plan de 6 millions d'euros par an, en plus des 10 millions annuels déjà mis en œuvre chaque année. Il a été conçu en partenariat avec le Collectif Vélo Ile-de-France qui regroupe la plupart des associations cyclistes du territoire, l'APUR et l'Institut Paris – Région et il a été décidé à la suite des groupes de travail d'avoir des axes cyclables les plus continues possibles. La métropole se pose en co-financeur avec les maîtres d'ouvrages sur ces axes et environ 65 maires ont été rencontrés à cette occasion par les élus ou les agents, et se sont déclarés pour que les axes véopolitains passent par leur commune. Les axes ont été travaillés et amendés afin de répondre au maximum aux souhaits et problématiques locaux. Tous les élus concernés seront convoqués au fur et à mesure dans des comités d'axes, le but étant de faire émerger les meilleurs aménagements possibles dans les meilleurs délais.

Le Président donne la parole aux membres.

Samuel Besnard (Cachan) remercie pour la présentation de ce plan vélo, rappelant que la Métropole du Grand Paris est engagée depuis le départ sur Velib' Métropole afin d'implanter des stations en banlieue. Concernant la complémentarité avec le plan vélo régional, nous remarquons des changements depuis les plans originaux et nous ne voyons pas non plus dans ceux de la Métropole du Grand Paris certaines parties de la Vallée de la Bièvre être desservies. Il a été mentionné des concertations avec les communes mais à son niveau, il n'a pas eu de contact direct avec la MGP. Cela pose la question de la cohérence de l'ensemble et entre les territoires. Il souhaiterait aussi savoir quel est le cahier des charges prévus pour mettre en place ces aménagements face à l'exigence avec raison des associations. Quelle largeur ? Quel positionnement ? Il serait important que la MGP fixe un certain nombre d'enjeux dans la mise en place de ces infrastructures qui seront coûteux et amenés à s'inscrire dans une longue durée. On ne peut que souhaiter au Syndicat une pratique croissante du vélo et pour cela, il faut anticiper les enjeux futurs.

Bertrand-Pierre Galey (GPSO – Boulogne Billancourt) remercie les intervenants pour leur présentation. Cependant, il ne comprend pas quelle est la nature des équipements qui pourraient être cofinancés par la MGP alors que le dossier de presse parle « d'enjeux qui visent à répondre à des freins ». Il s'interroge sur la définition des axes présentés ce jour : c'est la première fois qu'il entend parler de celui qui traverse Boulogne-Billancourt. A sa connaissance, la mairie n'a pas été consultée. Il aimerait savoir quelle méthode a servie à déterminer cet axe et il indique que la ville a un plan vélo à l'échelon communal où chaque décision est prise dans la consultation jusqu'au Comité de quartier. Peut-être que des équipements autres que les pistes peuvent être financées comme des garages sécurisés ?

Frédéric Sitbon (Asnières-sur-Seine) remercie la MGP pour l'effort effectué pour Velib' Métropole et les pistes cyclables. Il trouve que le plan Velopolitain est une excellente idée et complémentaire au plan vélo de la région. Cependant, il ne faut pas oublier les villes alors que chaque commune peut déjà travailler sur un plan vélo. C'est en tant que Conseiller territorial et départemental qu'on lui a présenté ce plan auparavant pour lequel il a eu l'occasion de discuter.

Alexandrine Mounier (Nanterre) remercie la MGP pour sa présentation. Elle a eu l'occasion de retrouver dans sa bannette le dossier de presse il y a quelques semaines avec un mot du maire la questionnant si elle était informée de ce plan et si les services avaient été consultés. Il y a déjà beaucoup de projets sur Nanterre dont le plan vélo de l'EPT Paris Ouest la Défense avec de nombreuses concertations, le plan vélo de la commune et qu'il est nécessaire de travailler sur la pérennisation et la sécurité des pistes mises en place après le confinement. Elle s'étonne qu'on puisse parler d'axes structurants non engageants sur la qualité des infrastructures et que ces axes sont annoncés comme devant être produits rapidement alors que leur mise en place a été confidentielle. Elle rappelle aussi la courte échéance des Jeux Olympiques de 2024 qui nécessitent la mise en place de ces axes parfaitement sécurisés. Elle remercie cependant cette possibilité d'obtenir de nouveaux financements.

Jacques Baudrier (Métropole du Grand Paris) indique que dans les villes qui se sont exprimées, ce n'est ni Jean-Pierre Barnaud, ni lui-même qui les ont rencontrés. Ce qui est souhaité, ce sont des axes structurants de qualité, les plus larges possibles et les plus directs possibles sans être sur les trottoirs. Les associations vélos sont particulièrement exigeantes sur ces besoins. Cependant, des communes en proche couronnes ont un tissu urbain beaucoup plus compliqué et il n'est pas souhaitable de s'y imposer un cahier des charges trop strict. Concernant la concertation, la période de confinement a empêché la tenue de réunions en

présentiel avec l'ensemble des communes. Cependant, s'il y a pu y avoir des ratés, aucune décision ne sera prise sans les communes. L'axe 7 qui traverse Boulogne Billancourt sera un des plus compliqués à mettre en place : ce premier plan sera amendé et corrigé lors des Comités d'axes. Il y a une volonté de concertation.

Le Président indique que c'est le début d'un travail qui se met en place entre les collectivités et EPT et la MGP. Il était important d'avoir ce temps aujourd'hui pour présenter la stratégie utilisée et laisser le temps aux choses de se mettre en place.

Jean-Pierre Barnaud (Métropole du Grand Paris) rappelle que les maires sont les seuls à avoir l'autorité pour mettre en place un axe et faire une demande de financement à la MGP qui sera étudiée. Il précise que les moyens restent limités.

L'ordre du jour étant épuisé, **le Président** clôt la séance à 16h30.

La Secrétaire de Séance

Le Président

Geneviève Gaillabaud

Sylvain Raifaud